



SEINE - SAINT- DENIS.

Communiqué suite à la grève du 10 octobre

Suite à l'appel à la grève de l'ensemble des fédérations de la Fonction Publique, nous avons été plus de 30 % de grévistes dans la Fonction Publique, avec près de 33 % de grévistes à la DGFIP ce 10 octobre !

Un vrai succès de la mobilisation des agents avec leurs syndicats pour dénoncer la baisse continue de notre pouvoir d'achat, réclamer le dégel du point d'indice, le retrait de la journée de carence et de la hausse de la CSG, la défense des statuts et des services publics. C'est sur la base de cette mobilisation massive que les syndicats vont rencontrer le gouvernement sur les questions salariales le 16 octobre, avec un rapport de force en faveur des salariés.

Au niveau local, nous avons établi un taux de grève de 24,50 %. La CGT Finances Publiques 93 a pris (seule) ses responsabilités et organisé tous les agents des services restructurés avec une campagne de pétition contre les fermetures et des assemblées générales sur tous les sites concernés avec l'objectif d'organiser le rassemblement devant la direction départementale avec les élus et les agents en grève.

Le rassemblement organisé devant la Direction Départementale a réuni plus d'une centaine d'agents. Ceux-ci étaient accompagnés de 5 députés de Seine-Saint-Denis (Marie-Georges Buffet, Bastien Lachaud, Clémentine Autain, Alexis Corbières, Stéphane Peu) ainsi que du maire de La Courneuve et des représentants des mairies de Tremblay-En-France, Saint-Denis, Aubervilliers.

Étaient aussi présents des usagers, des fonctionnaires territoriaux et des militants CGT de La Courneuve rassemblés le matin devant la trésorerie municipale suite à l'appel à un se mobiliser devant le centre le matin.

Tous s'étaient réunis avec les agents en grève du département pour dénoncer le plan de restructurations d'une brutalité inouïe mis en place par le directeur départemental Ollivier Gloux sous l'impulsion de Bercy.

Une délégation des services en grève avec leurs organisations syndicales (CGT, Solidaires et FO) est allée à la rencontre du directeur départemental pour porter leurs pétitions contre les projets de fermeture de service :

- des agents de Bagnolet, Montreuil Municipale et du SIP de Montreuil contre la fermeture de la trésorerie municipale
- des agents d'Aubervilliers Municipale et de La Courneuve Municipale contre la fermeture de la trésorerie de La Courneuve
- des agents des services de direction (comptabilité, RH, RNF et DAJ) contre les plans de fermeture des services RH et RNF

Ainsi que des agents de Saint Ouen, Saint Denis, Livry Gargan etc venus protester contre les plans de fermetures des services recouvrement de l'impôt des trésoreries mixtes.

Le directeur départemental, n'écouterant que son courage, s'est enfui pour aller signer une convention à la Préfecture laissant le soin de répondre à la délégation à son adjoint Christian Brun.

Avant de partir, il a réussi tout de même le tour de force d'envoyer au diable députés, maire et représentants des mairies en refusant de les recevoir à part. Alors qu'il passe son temps à répondre aux agents et aux syndicats qu'il ne fait qu'obéir aux ordres du gouvernement, il a choisi de fuir les élus de la population venus réclamer des comptes sur sa politique.

Preuve s'il en est que sa volonté de destruction du réseau est indéfendable, auprès des agents comme auprès des élus et de la population.

La délégation, venue réclamer des comptes à la direction, a appris que l'ensemble du plan de restructuration était bloqué au ministère. Ils sont dans l'attente d'une réponse globale. La mobilisation des agents, les pétitions et les interpellations des élus ont bloqué la machine et nous sommes dans l'attente du retour définitif.

Rien n'est joué. Nous restons attentifs et mobilisés

Concernant la fermeture des services de direction (RH et RNF), nous avons les pétitions signées massivement par les agents de la direction mais Christian Brun a refusé de répondre, arguant qu'il s'agissait de sujets nationaux.

Il s'est cependant engagé à remonter l'ensemble des pétitions à Bercy avec les pétitions locales des agents des services restructurés.

Concernant les emplois, 92 agents C devraient arriver sur le département mais en tenant compte des refus, la direction table sur 70 arrivées, censées compenser l'ensemble des sous-effectifs sur le département.

Quand on connaît la situation catastrophique dans les services, c'est vraiment se moquer du monde !

Surtout quand le gouvernement annonce 1 650 suppressions d'emplois aux Finances Publiques dans le projet de budget 2018 ! Et que le DDFIP a confirmé que le 93 contribuerait à « l'effort national » de suppressions d'emplois.

C'est pourquoi la CGT Finances Publiques appelle à amplifier la mobilisation et invite tous les agents à se réunir sur les pauses méridiennes en assemblées générales pour décider des suites et des formes de notre action. Remontez nous tout ce que vous entreprenez sur vos services sur notre boîte mail afin que nous puissions nous organiser et réagir partout où c'est nécessaire :

cgt.ddfip93@dgfip.finances.gouv.fr

Le bureau CGT Finances Publiques 93